

# GT structures labellisées

## Etat des lieux et perspectives

Travaux du GT DRRT coordonné par D. Grevey et A. Devillez



MINISTÈRE  
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,  
DE LA RECHERCHE  
ET DE L'INNOVATION

# MÉTHODOLOGIE

- 2 enquêtes : 1 enquête quantitative (financière) et 1 enquête qualitative (DRRT) sur 3 ans (2014-2016);
- 2 objectifs : étudier les sources de revenus des structures labellisées et leur modèle économique, étudier l'évolution des structures labellisées dans des écosystèmes transformés (nouvelles structures issues des PIAs, fusion des Régions, Loi Notre) et confrontées à de nouveaux modes de financement (Europe, PIA, ...);
- Aboutir à des propositions d'évolutions du cahier des charges de labellisation et du processus de suivi et d'évaluation des structures labellisées en tenant compte des facteurs nationaux et locaux

# MÉTHODOLOGIE

## L'enquête qualitative (en cours d'étude)

Présentation de la structure	Nom de la Structure
	Label
Ressourcement	Défi de la SNR en lien avec les activités de la structure (choix 1)
	Défi de la SNR en lien avec les activités de la structure (choix 2)
Relation client/fournisseur	Nombre de laboratoires académiques auxquels la structure s'adosse
	Qualité de la relation (1 mauvais à 10 très bon)
	Nombre de laboratoires et organismes partenaires (hors ressourcement)
	Nombre de contacts avec des entreprises primo-innovante dans le secteur
	Importance des contrats (1 simple prestation à 10 contrats de collaboration pluriannuels)
Relations avec l'écosystème	Nombre total de contrats signés avec des entreprises
	Nombre de contrats signés avec des PME
	Existence d'une enquête sur la satisfaction des clients (Oui 1/non 0)
	Si, oui taux de satisfaction client (en %)
	Cohérence stratégique avec le développement d'une filière et la S3 (de 1 faible à 10 très forte)
Relations avec l'écosystème	Lien avec d'autres structures labellisées par le MENESR (non 0, oui 1, sans objet)
	Relation avec CEA Tech (non 0, oui 1, sans objet)
	Relation avec un SATT (non 0, oui 1, sans objet)
	Relations avec un ou des incubateurs académiques (non 0, oui 1, sans objet)
	Relations avec IRT et/ou ITE (non 0, oui 1, sans objet)
	Relations avec les Pôles de compétitivité (non 0, oui 1, sans objet)
	Relations avec les Campus des Métiers et des Qualification (non 0, oui 1, sans objet)
	Relations avec BPI France (non 0, oui 1)
	Relations avec l'INPI (non 0, oui 1)
	Relations avec l'ARI (non 0, oui 1)
Relations avec des Instituts Carnot (non 0, oui 1)	
Relations avec les CCI (non 0, oui 1)	
Relations avec des clusters et/ou réseaux professionnels (non 0, oui 1)	

Financement	Utilisation des fonds régionaux sectoriels innovation (non 0, oui 1) Financement par les collectivités territoriales (de 1 faible à 10 très important)
Degré d'organisation collective à l'échelle régionale et dimension stratégique	Existence d'une structure de coordination entre les structures labellisées à l'échelle régionale (non 0, oui 1) Existence d'une convention ou d'un contrats d'objectifs (ou de performances) avec la Région (non 0, oui 1) Elaboration d'un plan stratégique (hors convention d'objectif) (non 0, oui 1)
Participation de la DRRT à la vie de la structure au-delà de l'avis de	dont Participation au CA (non 0, oui 1)  dont Nombre de réunions annuelle avec la structure par exemple sur des enjeux technologiques, de gestion ou d'organisation.
Avis Global	Appréciation globale du ou de la DRRT (de 1 à 10) Commentaires sur l'efficacité de la structure et la bonne utilisation des fonds de l'Etat

# MÉTHODOLOGIE

## L'enquête quantitative

### Identité structure

Region	Nom de la structure	N° structure	Nom de la structure et année	N° Label	LABEL	N° def SNR	Personnes physiques (colonne D) et ETP (colonne E)
--------	---------------------	--------------	------------------------------	----------	-------	------------	--

### Données contrats

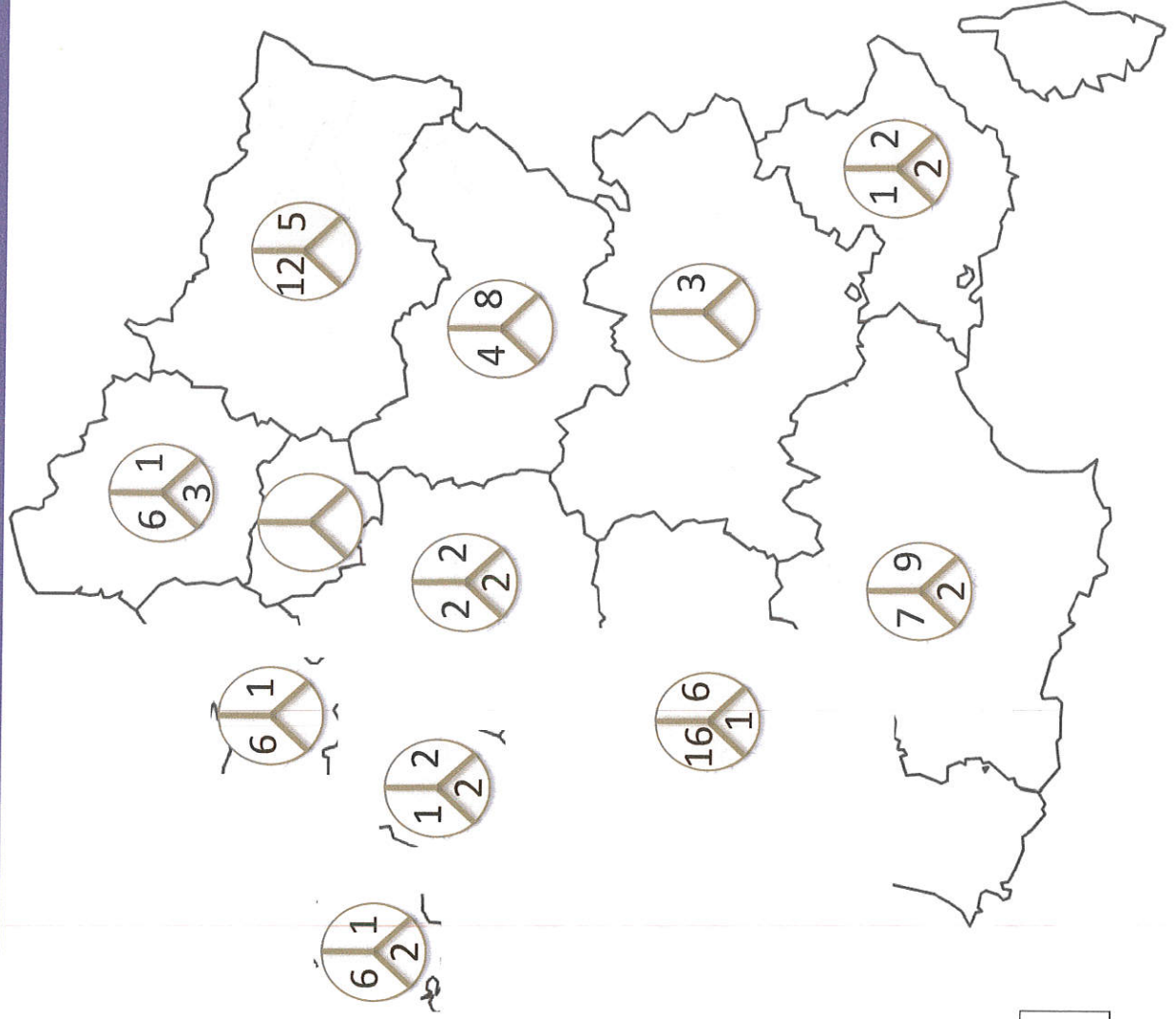
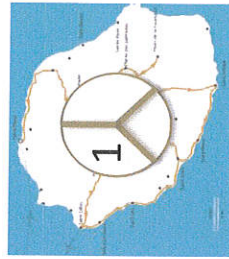
CHIFFRE d'AFFAIRES (k€)		ELEMENTS FINANCIERS	
Cotisations	Contrats privés	CA total	Evolution CA / N-1 ou N-2 en valeur brute
			Part du CA réalisé avec des PME en %

### Subventions publiques

Financements PUBLICS		DETAILS DES FINANCEMENTS PUBLICS (k€)										
Total des Subventions publiques €	Taux de subv publiques / CA en %	MESRI (CPER, CIFRE)	Autres ministères (colonne L) et montant (colonne M)	Fonds structurels (FEDER, FEADER,...)	Coopérations territoriales européennes (Interreg, GECT,...)	H2020	PIA	FUI, ANR	Région	Métropole	Collectivités infrarégionales	Autres (Nature, montant)

# CARTOGRAPHIE DES RÉPONSES

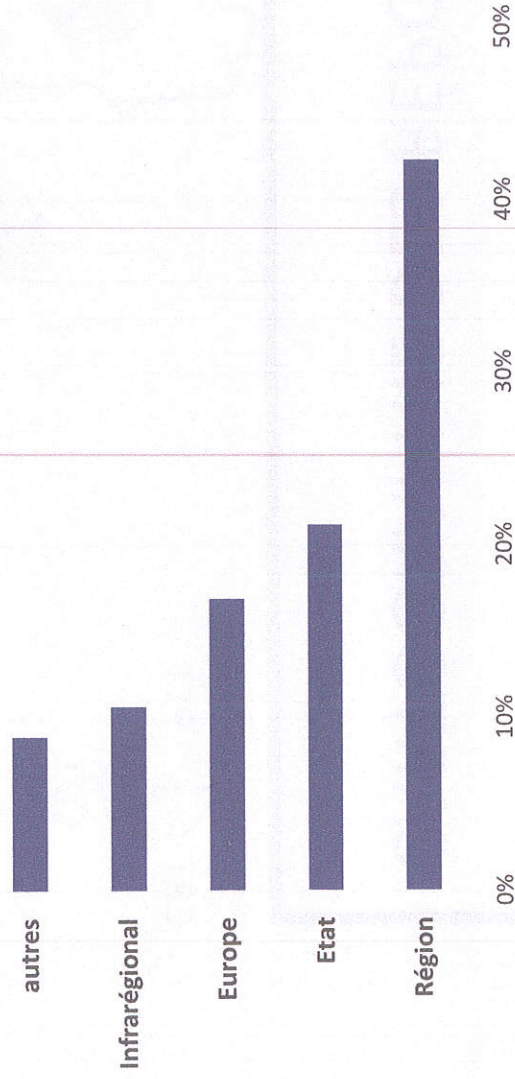
CRT PFT  
CDT



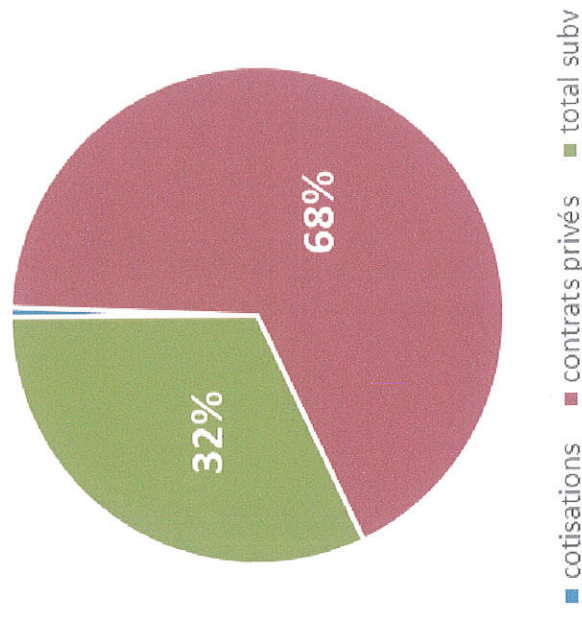
# CRT – QUELQUES REPÈRES

- 62 CRT identifiés
- 1196 personnes pour 1089 etp
- 69,7 M€ de contrats/an
- 32,4 M€ de subvention
- CA total/etp : 67 k€
- Recettes/etp : 97 k€
- CA PME/etp : 30 k€

origine des subventions

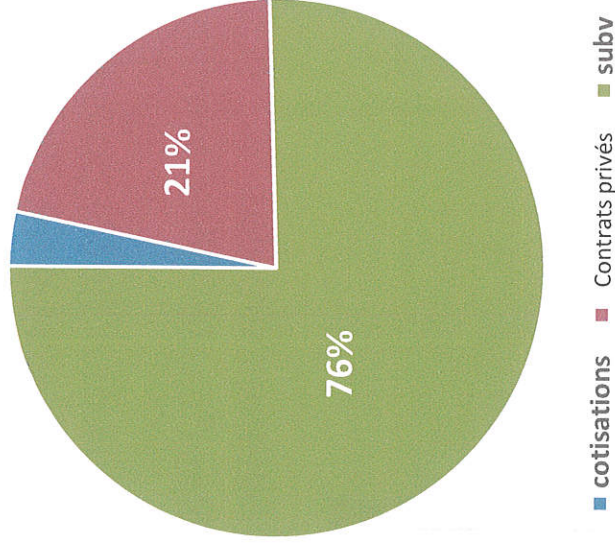


structure globale des recettes

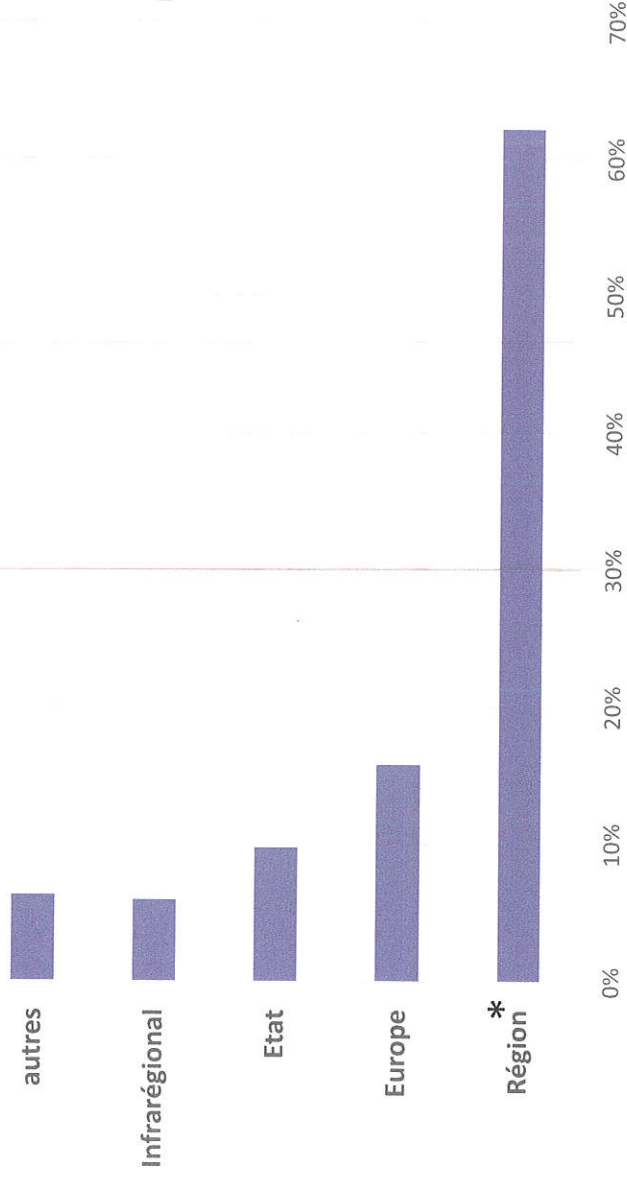


# CDT – QUELQUES REPÈRES

CDT - Structure globale des recettes



CDT - origine des subventions



\* Doublement des subventions régionales entre 2014 et 2016

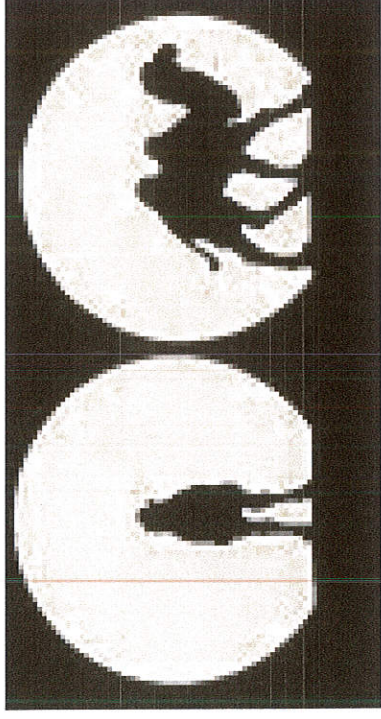
- 14 CDT identifiés
- 170 personnes pour 149 etp

- 3,02 M€ de contrats/an
- 10,76 M€ de subvention

- CA total/etp : 28 k€
- Recettes/etp : 100 k€

# ANALYSES EN COMPOSANTES PRINCIPALES

Analyse multivariée qui vise à donner une représentation significative d'un ensemble de données qui déforme le moins le nuage de points selon le critère d'inertie généralisé



*J P Fenelon, « Qu'est ce que l'analyse de données ? »*

Objectif exploratoire : - visualisation de données par graphiques simples

- Etude des individus et des variables (les données sont centrées réduites

L'ACP vise à fournir une image simplifiée du nuage de point la plus fidèle possible

- Trouver le sous-espace qui résume au mieux les données

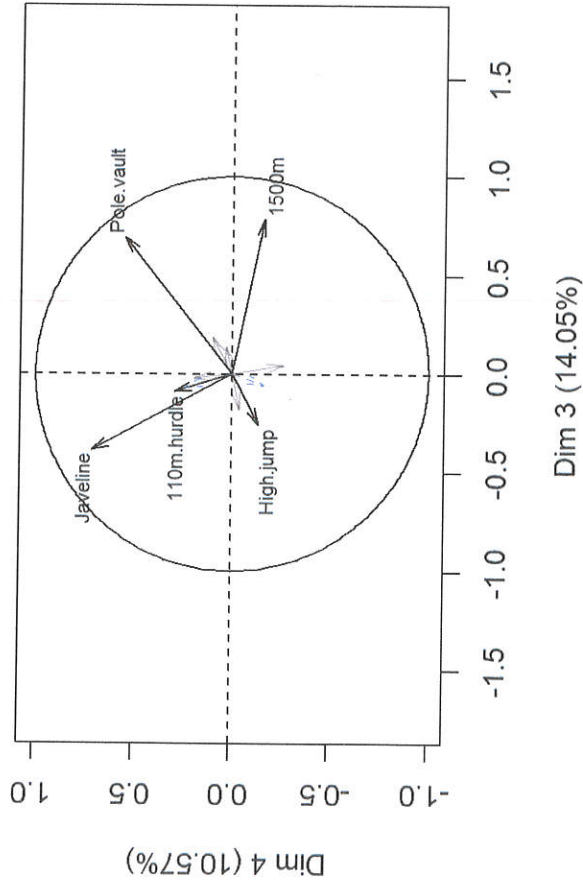
Qualité d'une image : - Restitue fidèlement la forme générale du nuage (animation)

- Meilleure représentation de la diversité, de la variabilité

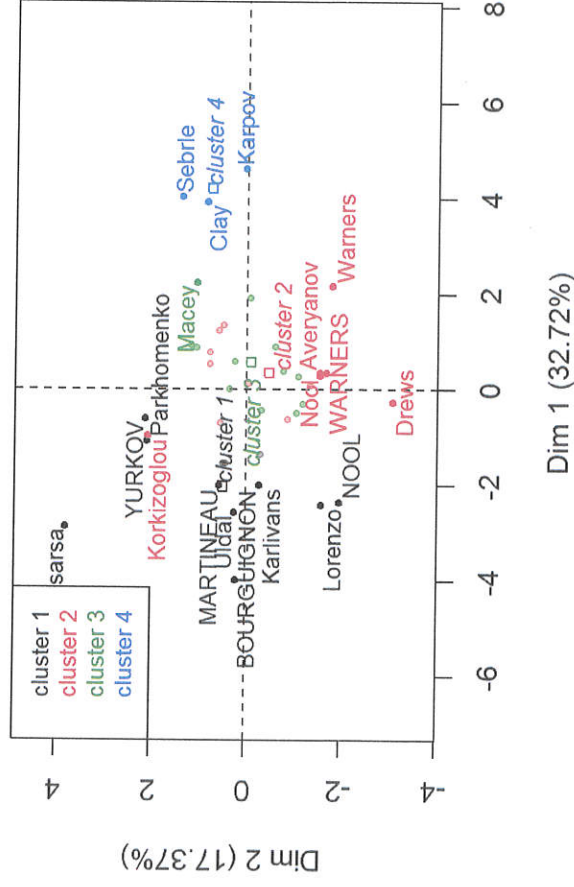
- Ne perturbe pas les distances entre individus



# INTERPRETATION

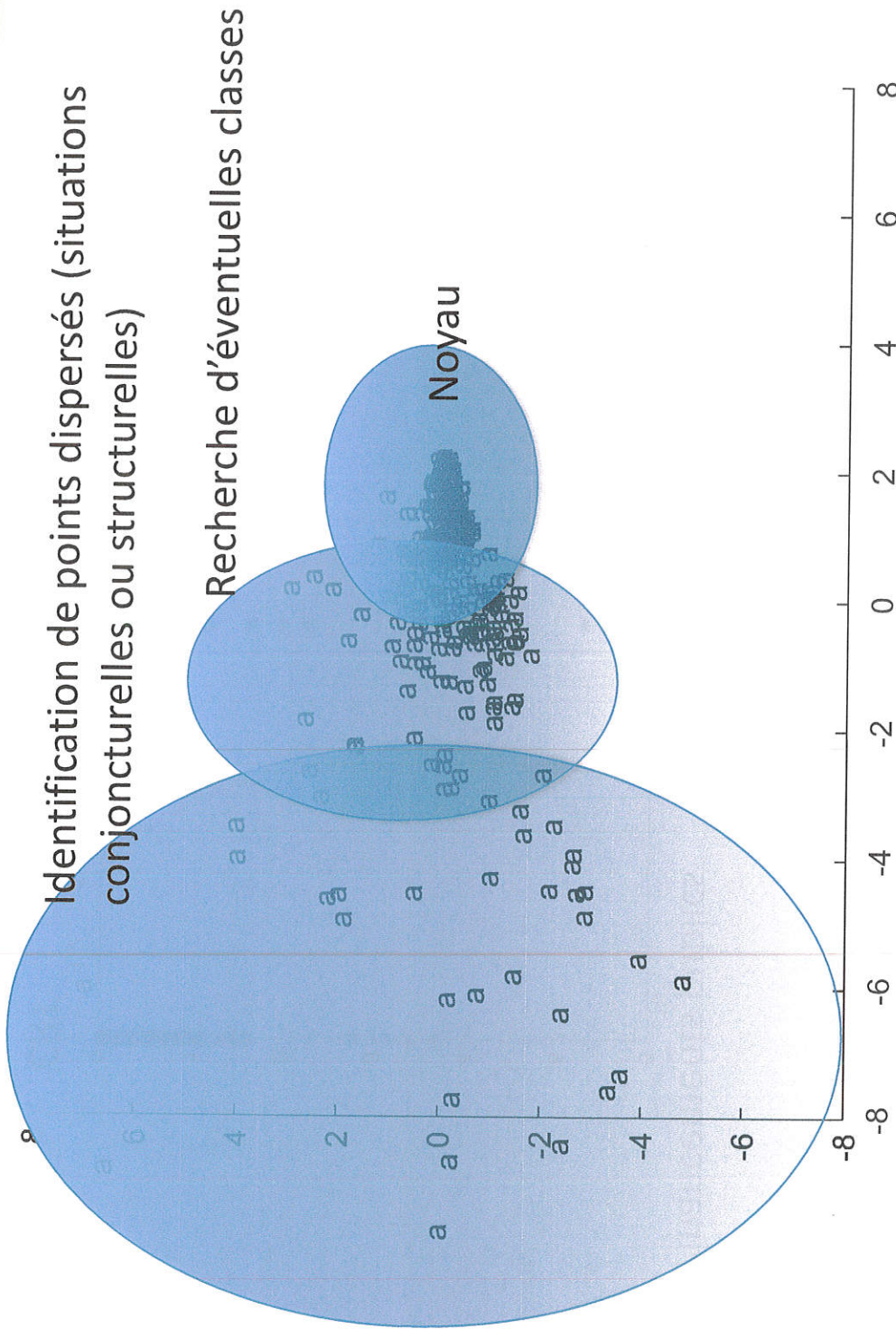


Cercle des corrélations des facteurs





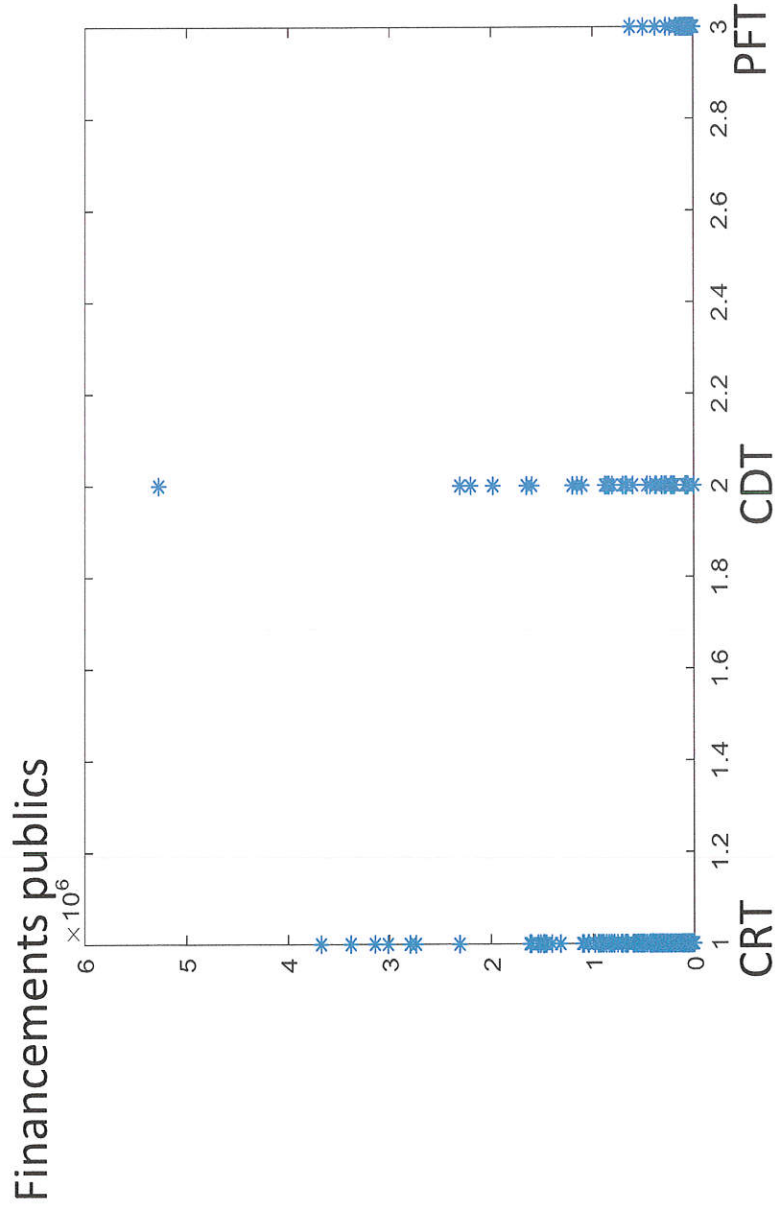
# PROJECTION DANS LE PLAN PRINCIPAL



a

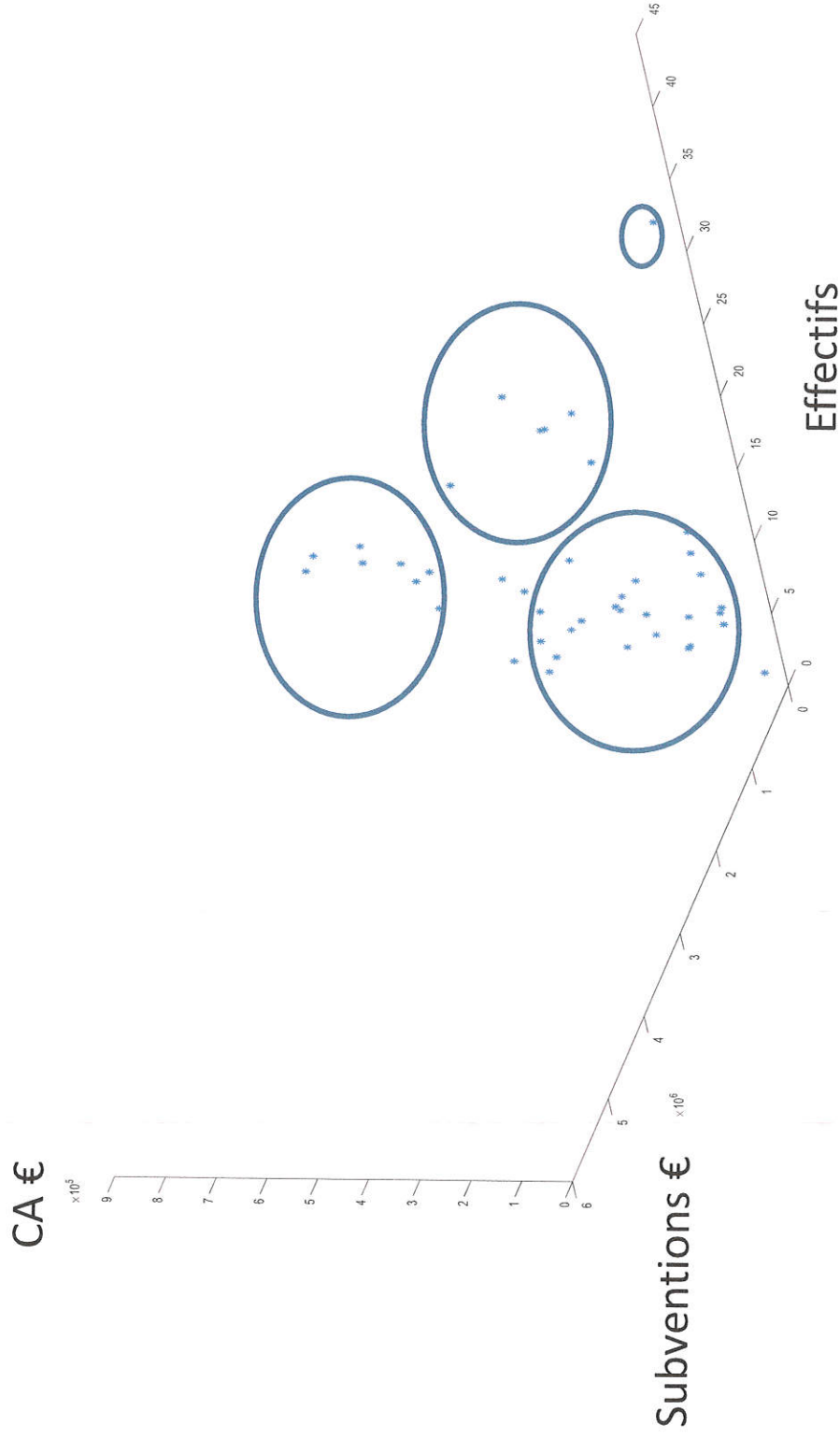
Pas d'identification de classes par label (CRT, CDT, PFT)

# QUELQUES PISTES A PROPOS DE LA DISPERSION



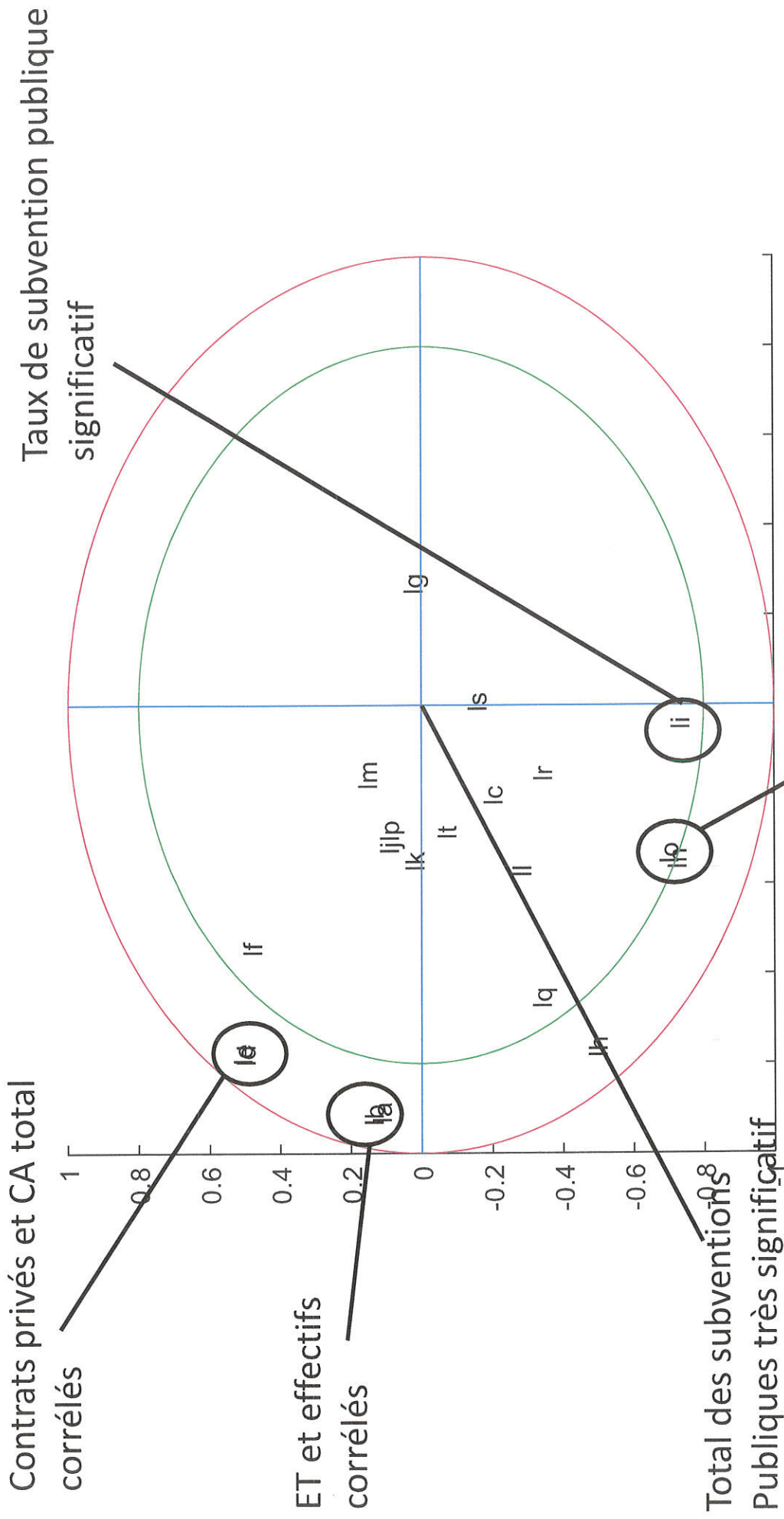
La dispersion observée sur les labels CRT et CDT demande à être investiguée

# QUELQUES PISTES A PROPOS DE LA DISPERSION



3 classes de CDT et 1 point isolé pour une année (subventions ↑↑↑)

# ACP POUR LES CRT MOYENNEE SUR 3 ANS



Contrats privés et CA total  
corrélés

ET et effectifs  
corrélés

Total des subventions  
Publiques très significatif

Taux de subvention publique  
significatif

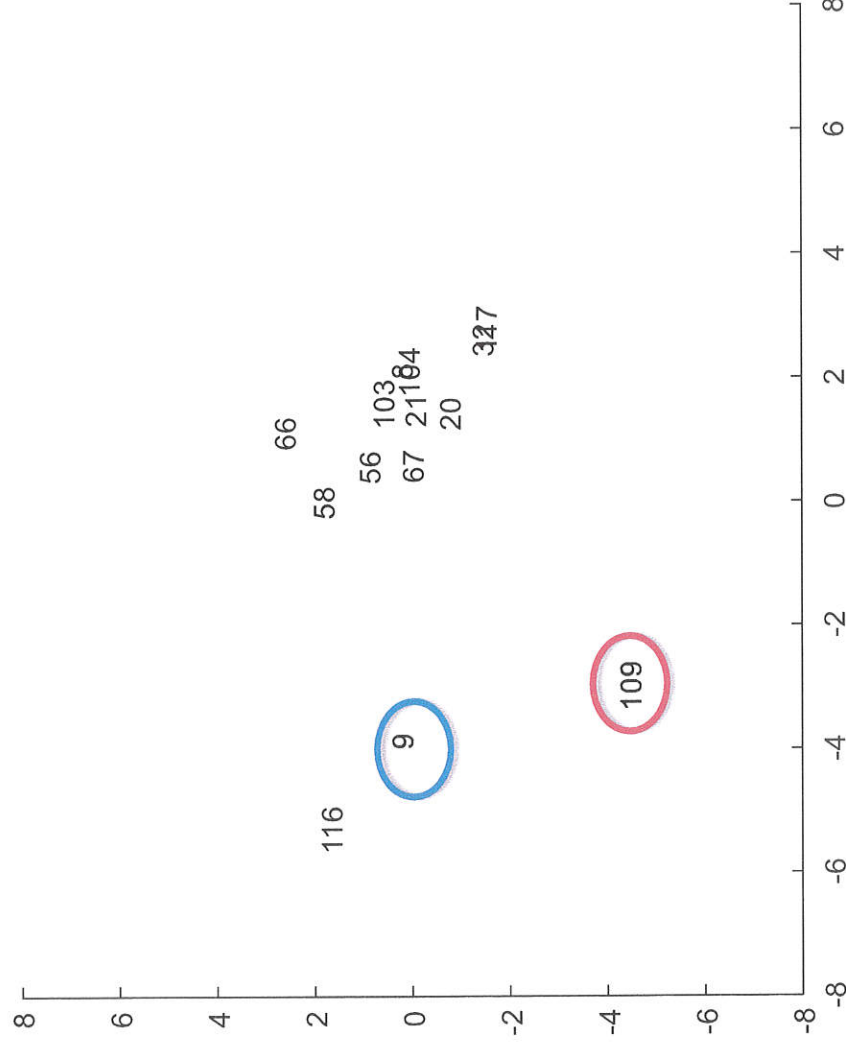


# PROJECTION DANS LE PLAN PRINCIPAL CDT

3 Situations singulières à expliciter

Exemple :

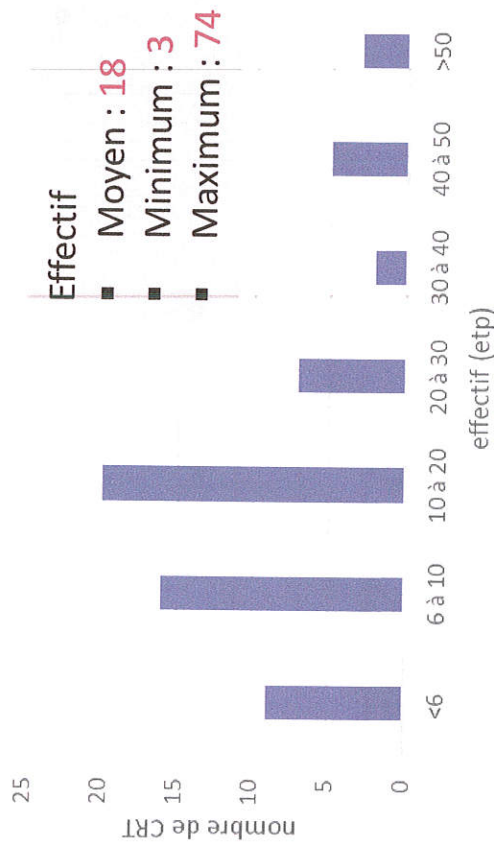
- **Point 109** : forte diminution de CA entre 2015 et 2016, très liée à des financements sur projets FUI et ANR
- **Point 9** : structure qui a évolué en agence généraliste d'innovation et de développement économique, qui ne redépense pas de dossier de labellisation





# CRT – EFFECTIFS ET CHIFFRES D’AFFAIRES

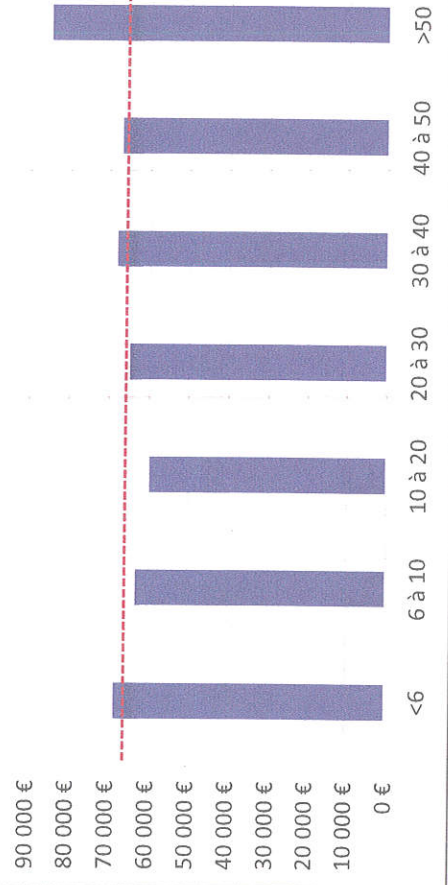
distribution des effectifs des CRT (etp)



distribution du CA (3 ans cumulés)

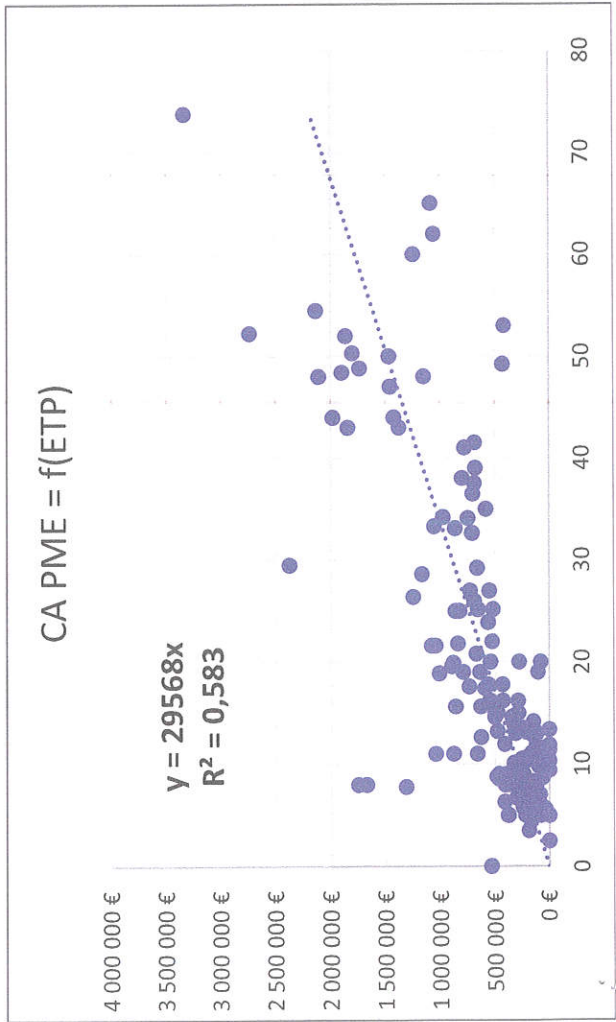
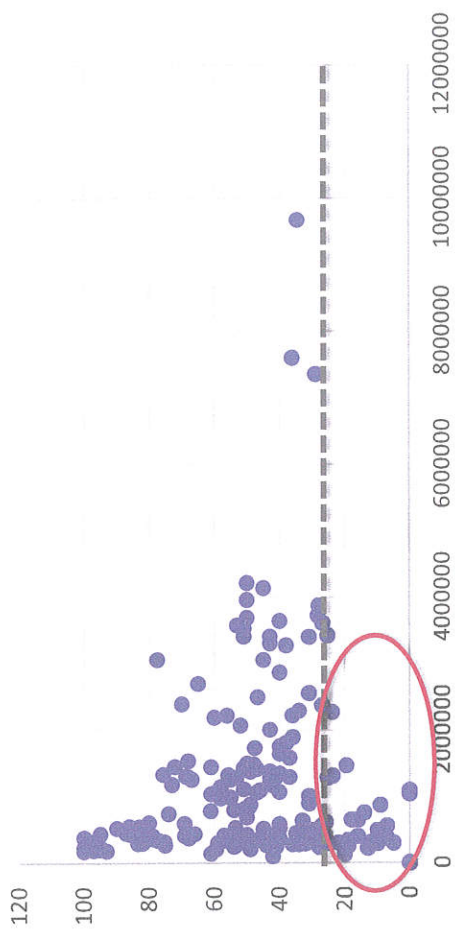
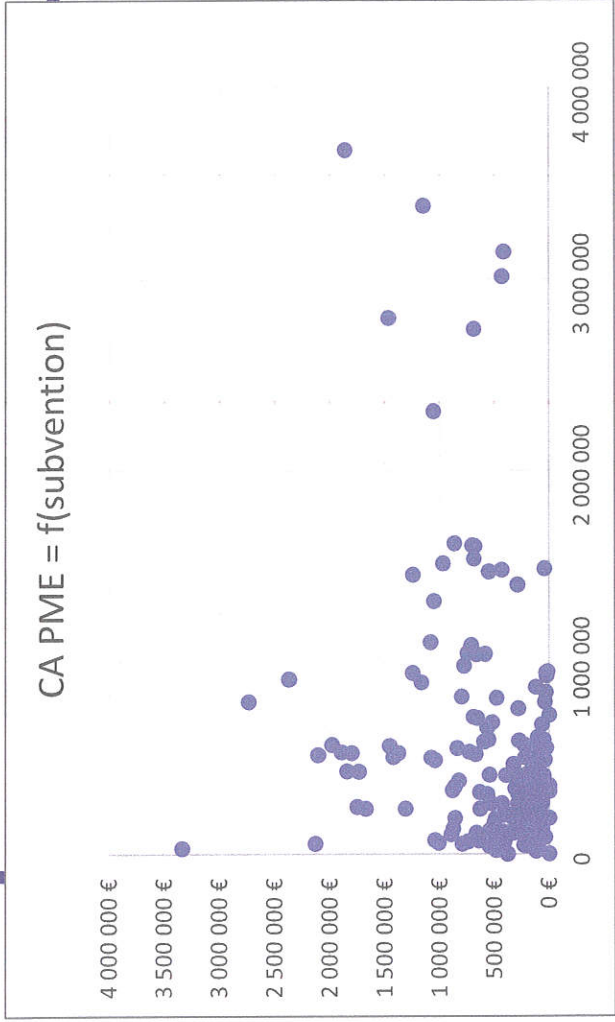


CA par ETP

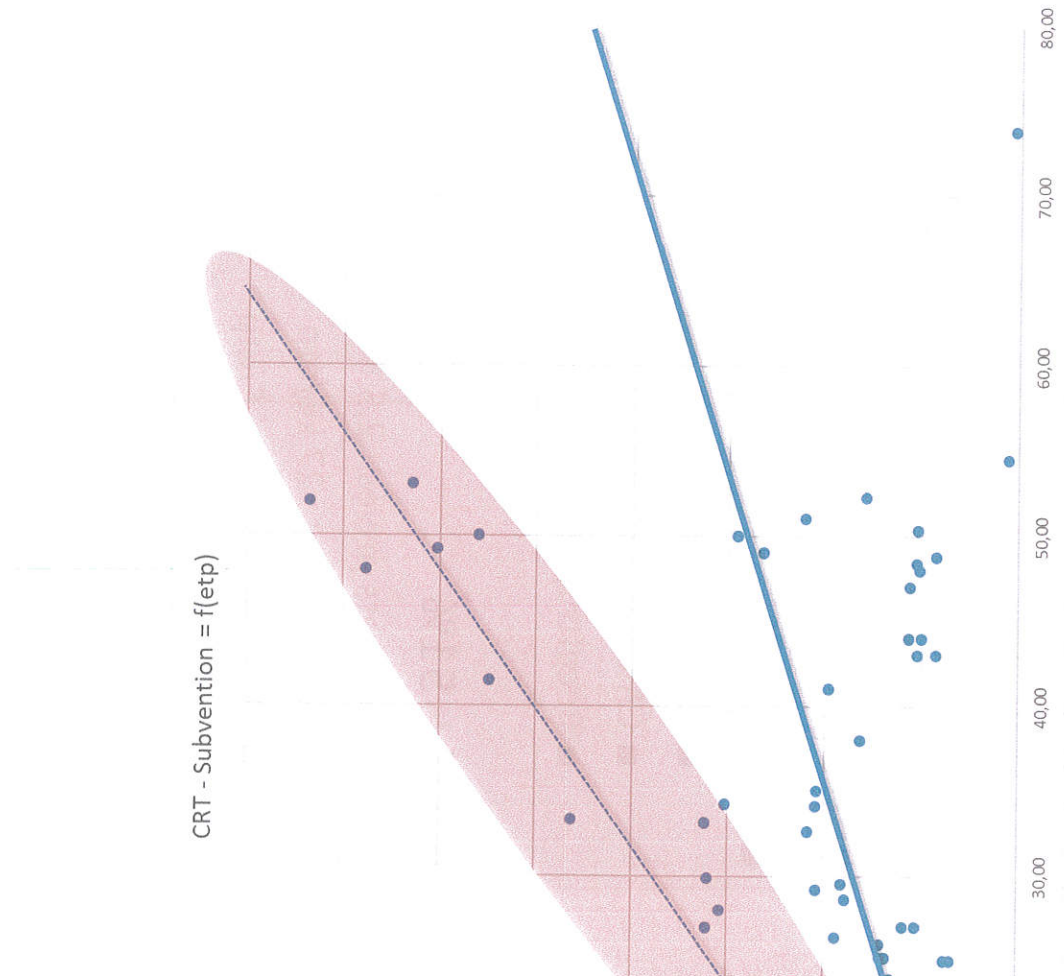
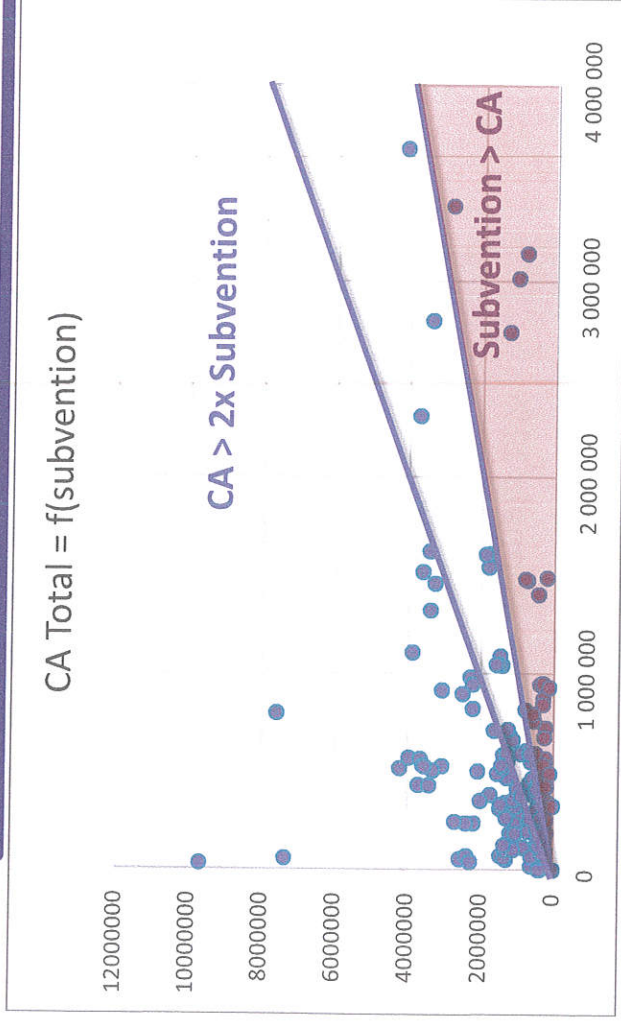


- CA total/etp : 67 k€
- Minimum CRT : 92 k€
- Maximum CRT: 9 673 k€

# CRT & PME



# CRT & SUBVENTIONS



# PLACE DES SUBVENTIONS ET DES CONTRATS

## subventions

- **CRT : 32%**
  - Régions : 42%
  - Etat : 21%
  - Europe : 17%
  - Infrarégional : 11%
- **PFT : 49%**
  - Etat : 43%
  - Régions : 30%
  - Europe : 14%
  - Infrarégional : 6%
- **CDT : 76%**
  - Régions : 62%
  - Europe : 16%
  - Etat : 10%
  - Infrarégional : 6%

## contrats

- **CRT : 68%**
  - Contrats privés : 69,7 M€/an
  - CA total/etp : 67 k€/etp
  - Recettes/etp : 97 k€/etp
- **PFT : 51%**
  - Contrats privés : 2,5 M€/an
  - CA total/etp : 27 k€/etp
  - Recettes/etp : 52 k€/etp
- **CDT : 21%**
  - Contrats privés : 3 M€/an
  - CA total/etp : 28 k€/etp
  - Recettes/etp : 100 k€/etp

# CONCLUSIONS

## Les apports de l'étude

- Identification de facteurs significatifs et critiques permettant de caractériser les structures (CA/ETP, part CA PME, subventions, logique réponse AAP);
- Identification des situations singulières parmi les structures labellisées qui méritent des investigations locales via les DRRT, les cofinanceurs et les directeurs de centres;
- Etablissement d'un diagnostic national des structures labellisées;
- Mise à disposition d'indicateurs nationaux à propos des structures labellisées.

- Le label CRT a donné de la cohérence à l'action
- Bonne capacité à adresser les PMI-PME
- Fort ancrage dans les territoires (RIS3, CT)
- Visibilité financière pluriannuelle (carnet commande, subv)
- Masse salariale maîtrisée en regard du CA (trajectoire 1)

- Visibilité insuffisante des labels
- Dépendance à la subvention publique pour certains CRT
- Hétérogénéité des CDT (structure/mission)
- Attention à la maîtrise de la masse salariale (trajectoire 2)

- Innovation au cœur des politiques publiques
- Structures agiles dans des écosystèmes en recomposition
- Label national

- Restructurations en cours suite à la fusion des régions et aux évolutions législatives récentes
- Conséquences financières potentielles
- Label « ancien » dans des écosystèmes en forte évolution
- Pas de corrélation entre subv et CA PME

# PERSPECTIVES

- Soutenir et communiquer sur les labels
  - Présentation des données sous forme de cartographie territoriale;
  - Créer une interface de saisie annuelle des données financières pour conserver le caractère dynamique de l'étude.
  
- Piloter et suivre les structures labellisées
  - Effectuer les analyses statistiques tous les ans de manière automatique;
  - Confirmer les facteurs critiques caractérisant les CRT et les CDT;
  - Identifier les situations singulières et les caractériser pour constituer une aide à la décision.
  
- Pistes de réflexion :
  - Retenir les critères les plus significatifs pour le cahier des charges?
  - Soutenir et concentrer les moyens sur la capacité des structures à adresser les PME;
  - Valoriser le travail de courtage technologique dans les modèles économiques de transfert (identifier des financements d'apporteurs d'affaires en matière de transfert de technologie, favoriser les projets de co-maturation à partir de brevets en copropriété PME-PMI-CRT-Etablissements et OR.)